



Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2010

Résumé en français

Les Perspectives en bref

Ces dernières années, l'agriculture a été sérieusement ébranlée par une série de bouleversements : prix du pétrole atteignant un niveau record, fortes augmentations du prix des produits de base, peur pour la sécurité alimentaire et restrictions commerciales qui en résultent, sans parler de la récession économique mondiale la plus grave depuis les années 1930. Ce sont les pauvres, en particulier ceux des pays en développement, qui ont été touchés de plein fouet par ces bouleversements, si bien qu'aujourd'hui on estime à plus d'un milliard le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde. L'agriculture a fait preuve d'une remarquable capacité de résilience, en particulier dans la zone OCDE, qui s'est manifestée par une forte réaction de l'offre aux prix élevés et par une croissance continue quoique modérée de la demande pendant la crise. En 2010, la situation sur de nombreux marchés a retrouvé une certaine normalité (les conditions en 2010 apparaissent moins précaires) avec des productions et des prix qui renouent avec les niveaux historiques, une demande qui se ressaisit, mais toujours des préoccupations sur la volatilité des marchés.

L'environnement macro-économique qui sous-tend les projections pour les matières premières est plus favorable que celui présenté dans les Perspectives 2009. Il indique le début d'une reprise économique mondiale amorcée fin 2009 et une lente transition vers une croissance plus durable et non inflationniste au delà des perspectives à court terme. On observe une reprise à deux vitesses, caractérisée par une croissance faible et hésitante et un fort taux de chômage dans de nombreux pays de l'OCDE et par une croissance plus soutenue et une reprise plus rapide dans les grands pays en développement qui gagne lentement le reste des pays en développement et permet d'alimenter la croissance du revenu mondial. On assiste à un retour des prix élevés de l'énergie, hypothèse sur laquelle reposent les présentes Perspectives. Une poursuite de la hausse des prix du pétrole pourrait avoir pour conséquence une augmentation du coût des intrants et des coûts de production, ce qui aura à son tour un impact sur l'offre, le prix et le commerce des produits végétaux, et renforcera la demande de matières premières entrant dans la production des biocarburants.

Le niveau élevé des prix agricoles devient de plus en plus un coût structurel élevé, en particulier dans les régions où les sources d'énergie sont utilisées de manière intensive. On s'attend à ce que la production agricole mondiale augmente plus lentement au cours de la prochaine décennie qu'elle ne l'a fait au cours de la précédente, mais en l'absence de chocs inattendus, la croissance se confirmera, les besoins à long terme estimés nécessitant une augmentation de la production alimentaire mondiale de 70 % d'ici à 2050. Ramenée per capita, l'accroissement de la production agricole des pays les moins avancées suffit à peine à faire face à la croissance démographique rapide. La croissance sectorielle mondiale sera menée par les régions d'Amérique latine et d'Europe orientale, et dans une moindre mesure par certains pays d'Asie.

Les prix moyens des produits agricoles, au cours des dix prochaines années, pour ce qui est des produits couverts par les présentes Perspectives, devraient être supérieurs aux niveaux atteints au cours de la décennie qui a précédé les

pics de 2007/08, tant en termes nominaux qu'en termes réels (ajustés par rapport à l'inflation). Les prix moyens du blé et des céréales secondaires devraient, selon les projections, connaître une hausse de presque 15 à 40 % en termes réels par rapport à la moyenne observée durant la période 1997-2006, tandis que l'augmentation en termes réels des prix des huiles végétales devrait dépasser 40 %. Les prix moyens du sucre au niveau mondial à l'horizon 2019 seront également supérieurs à ceux de la précédente décennie, mais bien en-deçà des records de la fin 2009, records jamais égalés en 29 ans.

Pour la prochaine décennie, les prix moyens en termes réels des produits animaux, autres que la viande porcine, devraient dépasser la moyenne observée entre 1997 et 2006, essentiellement en raison de la diminution de l'offre, de l'augmentation du coût des aliments et de la progression de la demande. La reprise économique va renforcer la consommation de viande au détriment des céréales, en particulier dans les pays en développement, la préférence allant aux catégories de viande moins chères (volaille et viande porcine) plutôt qu'au bœuf. D'après les projections, les prix moyens en termes réels des produits laitiers dépasseront, sur la période 2010-19, de 16 à 45 % les niveaux enregistrés sur la période 1997-2006, surtout ceux du beurre, soutenus par l'augmentation des prix de l'énergie et des huiles végétales.

Les marchés des biocarburants dépendent fortement des mesures incitatives et obligations gouvernementales, mais les perspectives restent incertaines, à cause de facteurs imprévisibles tels que la tendance à venir des prix du pétrole brut, l'évolution des interventions des pouvoirs publics et le développement des technologies de deuxième génération. L'expansion continue de la production de biocarburant pour réponse aux obligations en matière d'utilisation des biocarburants conduira à une augmentation de la demande de blé, de céréales secondaires, d'huiles végétales et sucre, utilisés comme matières premières.

Les pays en développement seront la principale source de croissance de la production agricole mondiale, de la consommation et des échanges agricoles. La demande émanant des pays en développement obéit à une hausse du revenu par habitant et à l'urbanisation que renforce la croissance démographique qui continue à être presque le double de celle de la zone OCDE. Avec la hausse des revenus, on devrait graduellement assister à une diversification des régimes alimentaires, se détournant des cultures vivrières de base pour se tourner vers les viandes et vers des aliments transformés donnant la part belle aux produits laitiers et animaux. De même, avec la prospérité financière grandissante et l'expansion de la classe moyenne, la consommation de denrées alimentaires dans ces pays devrait avec le temps devenir moins sensible aux changements de prix et de revenus, comme c'est actuellement le cas dans les pays de l'OCDE. En d'autres termes, les changements de prix et de revenus devront être plus importants pour assister à un ajustement de la consommation à tous chocs inattendus.

Pour pratiquement tous les produits, les projections de croissance des importations et des exportations des pays en développement dépassent celles de la zone OCDE. Seules les exportations de tourteaux protéiques devraient augmenter plus rapidement dans la zone OCDE d'ici à 2019. La part plus importante des pays en développement dans le commerce est visible à l'expansion des échanges Sud-Sud venant s'ajouter aux échanges Nord-Sud. Néanmoins, les pays de l'OCDE continueront à être dominants sur le front des exportations en 2019 (les parts de marché sont indiquées entre parenthèses) de blé (52 %), de céréales secondaires (59 %), de viande porcine (80 %), de beurre (80 %), de fromage (63 %), de lait entier en poudre (66 %) et de lait écrémé en poudre (74 %). En 2019, les pays en développement se tailleront la part du lion pour le riz (88 %), les oléagineux (56 %), les tourteaux protéiques (80 %), les huiles végétales (91 %), le sucre (90 %), le bœuf (57 %) et la volaille (63 %).

Malgré la chute des prix mondiaux des produits agricoles de base qui a suivi la flambée des prix de 2007/08, les prix des produits alimentaires sont restés élevés dans de nombreux pays pendant une période prolongée. En 2009, la contribution de la hausse des prix alimentaires à l'inflation a considérablement diminué par rapport à 2008, en particulier dans les pays de l'OCDE, mais est restée importante dans certains pays en développement et les pays émergents.

La volatilité des prix à court terme a considérablement augmenté depuis la flambée des prix de 2006-08. Toutefois, il n'est pas facile de montrer pourquoi et comment la volatilité des prix a changé à long terme, pour les principales cultures vivrières examinées dans les présentes Perspectives. Ce qui est clair, c'est que l'ampleur avec laquelle les prix mondiaux sont transmis aux prix nationaux varie considérablement d'un pays à l'autre et dépend du niveau d'intégration du marché. La transmission des prix internationaux aux marchés nationaux peut être entravée par des mesures douanières, des mesures de soutien des prix domestiques et la faiblesse des infrastructures.

Les projections de prix relativement stables présentées par les Perspectives se basent sur l'hypothèse de conditions "normales". Les incertitudes autour des conditions climatiques, des facteurs macroéconomiques, des interventions

politiques et tout particulièrement des prix de l'énergie, laissent supposer que les prix des produits de base resteront imprévisibles. De nombreux gouvernements sont concernés par la volatilité des prix, même à très court terme, car elle représente une menace à la fois pour la viabilité des exploitations (prix bas) et pour la sécurité alimentaire (prix élevés). Une grande incertitude pèse aussi sur les décisions d'investissement. Nombre d'options politiques sont à considérer à la fois au niveau national et au niveau international.

Les gouvernements peuvent soutenir les stratégies de gestion des risques des exploitants en dissociant les risques imprévisibles des risques inévitables, ces derniers étant rares, lourds de conséquences, et ne pouvant être gérés par les agriculteurs eux-mêmes. Les gouvernements peuvent aussi habiliter les agriculteurs à gérer leur risque personnel en fournissant une bonne gouvernance des risques, ce qui implique la création de marchés efficaces et non la création d'incitations à la recherche de rente sous forme de soutien ad hoc et d'assistance.

Le maintien au niveau national et local de stocks de sécurité de produits alimentaires de base, pour les situations d'urgence alimentaire, en particulier pour les pays importateurs à faible revenu, peut redonner confiance en l'accès à la nourriture en période de crise et permettre de stabiliser les marchés locaux. Il est nécessaire de promouvoir la recherche, de renforcer les capacités et de partager les bonnes pratiques pour améliorer le fonctionnement des programmes de gestion des stocks de sécurité. Quelles que soient les actions envisagées par les gouvernements, il est toujours important de garder à l'esprit l'ensemble des mesures politiques, des risques et des réponses possibles pour la population cible.

Le système de soutien des prix de marché des produits agricoles de base est un choix de politique qui s'est clairement avéré inefficace dans de nombreux pays sur plusieurs décennies et on y a moins recours. Le soutien des prix occulte les signaux du marché aux producteurs, déstabilise les marchés mondiaux et agit comme une taxe régressive qui frappe les pauvres au travers d'une augmentation des prix à la consommation. Le soutien des prix influence également le soutien envers les gros producteurs et encourage l'intensification aggravant potentiellement les effets négatifs sur l'environnement, et l'essentiel de l'avantage obtenu est soit capitalisé en immobilisations (par exemple en terre ou en quotas), ce qui a pour effet d'augmenter les coûts de production au fil du temps, soit transféré en dehors de l'exploitation agricole. De telles mesures devraient être évaluées en fonction d'autres alternatives occasionnant moins de distorsions, comme des soutiens directs ciblés du revenu, des investissements destinés à l'amélioration de la productivité, etc.

Au niveau international, les actions politiques non coordonnées menées par les gouvernements au moment des hausses de prix de 2006-08 ont exacerbé la volatilité et entravé l'accès aux marchés. Une plus grande assurance d'un accès sans entraves aux approvisionnements mondiaux est nécessaire ainsi qu'une amélioration de la confiance dans le fonctionnement du marché. Bien que l'expérience des efforts internationaux pour gérer les stocks n'ait pas été positive, des options pour réduire l'imprévisibilité de la facture des importations de denrées alimentaires devraient être envisagées.

Les bourses organisées d'échange sont des institutions utiles pour la détermination et la garantie de prix qui résistent à l'épreuve du temps, si elles sont correctement réglementées et attirent un volume suffisant pour éviter les pratiques monopolistiques. Elles ont facilité la commercialisation des matières premières dans de nombreux pays développés et leur expansion aux pays en développement est une évolution institutionnelle bienvenue et un signe de l'approfondissement du marché.

© OCDE 2010

La reproduction de ce résumé est autorisée à condition que la mention OCDE et le titre original de la publication y figurent.

Les résumés multilingues sont des extraits traduits de publications de l'OCDE parues à l'origine en anglais et en français.

Ils sont disponibles gratuitement sur la Librairie en ligne de l'OCDE www.oecd.org/bookshop/

Pour plus d'informations, contactez le service des Droits et traductions de l'OCDE, Direction des Relations extérieures et de la communication à l'adresse : rights@oecd.org ou par fax : +33 (0)1 45 24 99 30

Service Traduction et droits étrangers de l'OCDE (PAC)
2, rue André-Pascal
75116 Paris
France

Consultez notre site Internet : www.oecd.org/rights/

